Zeitschrift: Revue historique vaudoise

Herausgeber: Société vaudoise d'histoire et d'archéologie

Band: 125 (2017)

Artikel: Les associations italiennes à Lausanne : une géographie en mouvement entre mémoire et avenir

Autor: Alaimo, Angela

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-954843

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Angela Alaimo

LES ASSOCIATIONS ITALIENNES À LAUSANNE : UNE GÉOGRAPHIE EN MOUVEMENT ENTRE MÉMOIRE ET AVENIR

L'évolution des associations italiennes suit pas à pas l'histoire de la migration transalpine en Suisse. La fonction et les objectifs qu'elles ont revêtus correspondaient aux différents besoins de la population immigrée. Ces exigences ont changé au fil du temps avec le processus d'intégration des Italiens dans la société helvétique, mais aussi face aux transformations économiques et sociales que les groupements migrants ont traversées au cours des cinquante dernières années[1].

De nos jours, le panorama associatif s'est beaucoup transformé en comparaison avec l'époque où la nécessité de trouver un espace en ville et une visibilité sociale en tant que groupe d'étrangers conduisait ces associations. Leur nombre a évolué, tout comme le rôle qu'elles veulent et peuvent jouer. La première phase politique, celle qui a porté à la création des associations italiennes à caractère national, correspond, comme on va le voir, à une période historique de fortes luttes sociopolitiques relatives au contexte de xénophobie locale ainsi qu'à la politisation de la classe ouvrière en Italie.

À la suite de cette première époque, une deuxième phase voit le jour, qui se démarque par une présence plus stable des immigrés et une différenciation croissante des organisations qui les représentent à partir de critères régionaux. L'Italie présente en effet d'importantes diversités régionales qui ne manquent pas de rejaillir progressivement au sein de ses immigrés. Les nouvelles associations régionales naissent au moment où la sédentarisation de la population migrante affaiblit les liens associatifs, surtout parmi les nouvelles générations.

La dernière phase, qui court jusqu'à nos jours, se caractérise par une crise due au manque de renouvellement autant parmi les groupements historiques que parmi les associations régionales. Ces sociétés sont toujours dirigées par des ressortissants de première génération, alors que les jeunes de deuxième et troisième générations se

1 Gilles Verbundt, « Les associations ethniques comme lieux d'intégration sociale », in Carmen Cammilleri, Margalit Cohen-Emerique (dir.), *Chocs de cultures : concepts et enjeux pratiques de l'interculturel*, Paris : L'Harmattan, 1989, pp. 135-163.

réunissent dans des sociétés à caractère mixte, reflétant les différentes appartenances dont ils sont issus. Il ne s'agit plus tellement de défendre sa propre italianité et son origine dans un contexte hostile, mais plutôt de trouver un espace collectif où exprimer ses multiples appartenances et intérêts. C'est ainsi que voient le jour des groupements de citoyens d'origine italienne qui manifestent le besoin de participer à la vie politique active non tant par le biais de son italianité mais par volonté d'exprimer son intérêt pour la culture migrante et italienne.

De ces évolutions, on retient l'importance de l'histoire associative dans le processus d'intégration réciproque des communautés étrangères en ville de Lausanne. Les conquêtes des immigrés italiens ont été utiles non seulement aux migrants issus d'autres nationalités, arrivés lors de vagues postérieures, mais aussi aux nouvelles générations qui éprouvent encore le besoin d'une participation active à la vie urbaine et la nécessité de la dimension collective pour promouvoir des intérêts communs.

À partir de la reconstruction de l'histoire des associations italiennes à Lausanne, cet article vise à comprendre l'évolution des besoins de cette communauté pour évaluer la place que peuvent encore jouer ces sociétés tant à Lausanne que dans le contexte helvétique et italien, ou encore au niveau international.

Ce travail est le résultat d'une recherche de terrain en géographie mené à l'Institut de géographie de l'Université de Lausanne (IGUL), entre 1998 et 2000, avec une méthodologie qualitative basée sur l'observation participante et des entretiens semi-structurés[2]. Les résultats de cette recherche ont été actualisés par une mise à jour des différentes publications sur ce sujet.

UNE MOSAÏQUE COMPOSITE ET CHANGEANTE

Les associations italiennes de Lausanne se présentent aujourd'hui encore comme un reflet de l'histoire qui a caractérisé les phases de la vie des Italiens en Suisse dans une commune où, en 2017, les 40 % de ses 140 000 habitants sont d'origine étrangère[3]. Malgré la réduction de leur nombre (on constate la présence de 16 associations en 2017 sur les 170 groupements d'étrangers de la ville[4], c'est-à-dire une réduction de plus de

2 Angela Alaimo, *Les associations d'immigrés italiens de Lausanne*, Travaux de recherches de l'Institut, 20, Lausanne: IGUL, 2001.

3 Selon le chiffre officiel de la ville de Lausanne. Voir [www.lausanne.ch/lausanne-officielle/statistique.html], consulté en juin 2017.

4 Il s'agit des données du BLI (Bureau lausannois des immigrés), [www.lausanne.ch/lausanne-officielle/administration/sports-et-cohesion-sociale/secretariat-general-scs/bureau-lausannois-pour-les-immigres/associations-et-soutien-a-des-projets/liste-adresses-associations.html], consulté en juin 2017.

la moitié par rapport aux données récoltées en 2001 où il y en avait 33), la variété de leur composition reflète de la richesse de leur longue histoire et des instances différentes dont elles sont porteuses[5]. La présence d'organismes différents (associations, patronats, école, église, groupe de théâtre) prouve combien la structuration de cette communauté dans la population helvétique est complexe.

Bien que toutes ces sociétés aient le statut juridique d'association (selon l'article 60 du Code civil suisse), nous trouvons des groupements qui sont des organismes relais (comme le COMITES et le CGIE)[6] qui jouent un rôle de lien entre les Italiens qui vivent en Suisse et le gouvernement italien. D'autres, comme le CPSI (Comitato Pro Scuola italiana) a une structure mixte qui le situe institutionnellement entre une organisation faîtière et un organe du MAE. Ainsi, le Consulat italien fait partie du cadre institutionnel, étant donné que sa fonction de médiation et de soutien aux initiatives locales est déterminante (les subventions provenant d'Italie pour les associations passent par l'approbation du Consulat, donc la présence de cette institution sur la vie associative est importante). Le déplacement du siège en 2003 à Genève témoigne probablement du changement et de l'affaiblissement de son rôle au sein de la communauté italienne de Lausanne, comme le soutient Gianfranco Gazzola, activiste de l'associationnisme italien à Lausanne depuis les années 1970.

Il est intéressant d'observer qu'actuellement le nombre de sociétés italiennes à vocation culturelle a augmenté et qu'il correspond désormais à celui des associations régionales (au nombre de cinq), alors que la représentation nationale se réduit à une seule association et les groupements religieux à trois. Cette articulation confirme le changement de rôle et perspectives que nous allons retracer dans l'évolution de l'histoire qui suit.

LES DÉBUTS : EXISTER AILLEURS ENTRE DROITS, VISIBILITÉ ET SOUTIEN

La première phase de l'histoire des associations italiennes en Suisse remonte à la première vague de l'immigration italienne entre fin du XIXe siècle et début du XXe siècle. À partir des années 1920, divers groupements voient le jour en Suisse. Il s'agit d'organisations à caractère religieux, politique et social[7].

5 Angela Alaimo, *Les associations d'immigrés…*, *op. cit.*, pp. 31-33.

6 COMITES (Comitati degli Italiani all'Estero) et le CGIE (Consiglio Generale degli Italiani all'Estero) sont des organes de délégation de la population italienne de Lausanne auprès du MAE (Ministère italien des affaires étrangères).

7 Toni Ricciardi, *Associazionismo ed emigrazione. Storia delle colonie libere e degli italiani in Svizzera*, Bari : Laterza, 2013, p. VII.

À Lausanne, parmi les sociétés les plus anciennes, on retrouve la Casa d'Italia fondée en 1933 (qui prendra le nom de Circolo italiano en 1944), au début ouvertement liée au fascisme, et aux antipodes, La Colonia libera italiana (CLI), fondée en 1943 en opposition ouverte au régime[8].

Dans la période qui va du fascisme à l'après-guerre, ces deux sociétés ont exercé un rôle centralisateur dans l'implantation de la communauté italienne en ville. Leur activité allait s'intégrer à celle de la Mission catholique, acteur important à ce moment, qui était actif dans la protection des migrants italiens[9]. Elle œuvrait en collaboration avec le patronage, l'ACLI (Association catholique des travailleurs italiens), encore active de nos jours.

La connotation politique de cette première période perdure pendant tout l'après-guerre jusqu'au début des années 1970. C'est à cette époque que beaucoup d'associations sont créées en Suisse. Il s'agit de groupements qui étaient, comme le rappelle Rosita Fibbi, « fortement politisés, s'appuyant sur un patrimoine de culture et de tradition défensive constitué par le mouvement ouvrier italien »[10]. Leur fonction principale était la construction d'un réseau de solidarité et de protection sociale et la revendication des droits des immigrés. Les associations permettaient aux Italiens de devenir visibles en ville et une prise de parole collective, comme le remarque Oscar Tosato:

> … parce que quand tu allais quelque part et que tu faisais un discours… tu disais… la Colonie pense ainsi et tout le monde s'arrêtait et t'écoutait… si tu disais, je pense ainsi… c'est bon… ils te remerciaient d'avoir donné ton point de vue et ils passaient au point suivant. La Colonie par contre comptait toujours.[11]

Parmi les deux acteurs principaux de cette époque, le Circolo italiano, après la décennie ouvertement fasciste (1933-1943), a connu une évolution démocratique et il est devenu durant longtemps à Lausanne un lieu de retrouvailles et d'échanges pour

8 Claude Cantini, « Les vieilles associations italiennes de Lausanne: Le circolo italiano (ex Casa d'Italia), 1933 », in Claude Cantini, *Pour une histoire sociale antifasciste. Contributions d'un autodidacte*, Lausanne: Éditions d'En bas; AEHMO, 1999, pp. 47-55.

9 Ces organisations religieuses ne se définissent pas comme des associations, mais leur fonction active de sauvegarde sociale en fait des acteurs impliqués dans les mouvements sociaux de l'époque. Voir: Angela Alaimo, *Les associations d'immigrés…*, *op. cit.*, pp. 46-47.

10 Rosita Fibbi, « Les associations italiennes en Suisse en phase de transition », in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 1, 1, 1985, p. 42.

11 Oscar Tosato, CLI, entretien 1997. Les extraits d'entretiens sont traduits en français par l'auteure. Les entretiens ont été réalisés en italien.

beaucoup d'autres associations italiennes. Son siège était le point de rencontre de groupes différents qui ne possédaient pas de locaux.

Dès ses débuts, la Colonia italiana libera (CIL) s'est caractérisée comme l'expression d'un mouvement qui se développait à l'échelle helvétique. Le siège de Lausanne a été ouvert en 1943, en même temps que la Federazione Colonie Libere Italiane Svizzere (FCLIS). Il s'agissait d'un groupement lancé à Genève en 1925 avec la création de la première CLI, suivie par celle de Zurich en 1930. À l'époque l'adjectif « libre » avait une claire signification antifasciste en opposition aux efforts déployés par Mussolini pour embrigader les immigrés italiens dans l'idéologie fasciste par le biais des consulats. Cette organisation regroupait la majorité des exilés et des antifascistes et représentait au niveau mondial un exemple unique dans le panorama des associations italiennes par son caractère indépendant et sa forme laïque dans son aide aux Italiens. Peu après la fin du régime fasciste, en 1943, les CLIs prennent beaucoup d'importance et deviennent parmi les organisations les plus représentatives de la richesse de la vie associative italienne en Suisse[12]. Le phénomène de l'associationnisme a continué à se développer jusqu'à son apogée, dans les années 1960, tant par le nombre de structures présentes sur tout le territoire que pour le réseau et les connexions actives dans le domaine politique, social, religieux, récréatif et sportif. Cette période marquée par la croissance économique contribue à l'arrivée en Suisse d'un grand nombre d'immigrés, composé en majorité de mains-d'œuvre à bas prix. Ces ouvriers étaient classés par différents permis de séjour (A-B-C, dont le permis saisonnier A était en bas de l'échelle avec la moindre sécurité sociale).

Durant cette époque, les revendications des associations sont très concrètes : obtenir au travail le même traitement que les travailleurs suisses, acquérir une plus grande reconnaissance politique, aider les nouveaux arrivants, se ressourcer avec les siens, parler la langue d'origine et partager des moments de loisir dans une vie fortement axée sur le travail. Lutter pour gagner ses droits était également prioritaire. Les locaux des associations étaient les lieux de rencontre et les bars des associations commençaient à apparaître dans l'espace public. Il s'agissait de lieux presque exclusivement masculins où se pratiquaient les jeux de société traditionnels (cartes, billard) et l'on parlait l'italien dans un cadre détendu. C'est le signe spatial le plus évident d'une immigration composée initialement d'hommes seuls et qui représentait « non seulement un modèle de sociabilité, mais aussi une partie des codes sociaux et des modes de sociabilité publique propres aux contextes sociaux d'origines »[13].

12 Toni Ricciardi, *Associazionismo ed emigrazione…*, *op. cit.*, pp. 34-45.

13 Sonia Gobet, *Entre soi et les autres : la médiation associative*, Fribourg : Faculté de lettres, (mémoire de licence), 1998, p. 42.

C'est à ce moment que la société helvétique a été obligée de s'ouvrir à cette diversité et de prendre en charge la condition de ces immigrés. Il s'agit du début d'un long parcours qui dure encore aujourd'hui: celui de l'intégration réciproque. On utilise cette expression en se référant au débat sur la signification de l'accueil qui se concrétise dans la politique d'immigration suisse. Le terme intégration a été utilisé dans la littérature des migrations en opposition aux termes d'«assimilation» et d'«acculturation», pour indiquer une situation dans laquelle les diversités s'harmonisent pacifiquement. Pour que ce vœu devienne concret, il nécessite un mouvement réciproque. C'est ainsi que certains auteurs parlent d'une «intégration réciproque» comme base d'un échange réellement égalitaire[14].

LA PHASE RÉGIONALE: ENTRE RETOUR ET BESOIN IDENTITAIRE

Les années 1970 voient l'essor d'associations à vocations régionales pour des raisons identitaires, sociales et politiques dans un contexte économique et politique helvétique en évolution. Les mouvements anti-étrangers de la décennie 1965-1975 et la crise économique et financière de la première moitié des années 1970 ont des répercussions importantes sur l'associationnisme italien. D'une part, la conjoncture invite un certain nombre d'immigrés à retourner en Italie et la crise du secteur industriel provoque un changement dans la structure du tissu social immigré. D'autre part, pour ceux qui restent en Suisse, le besoin de sauvegarde identitaire devient plus fort face aux mouvements xénophobes. La solidarité interne s'accroît et stimule une large collaboration entre associations d'immigrés, syndicats et associations suisses dans la lutte contre la vague xénophobe[15].

On peut légitimement se demander pourquoi cette nécessité de réaffirmation identitaire se produit principalement par les associations à vocations régionales. Pour répondre à cette question, il est important de rappeler qu'un profond changement institutionnel a lieu en Italie à cette époque et impacte directement les associations en Suisse. La création des autonomies régionales en Italie au cours des années 1970 se

14 Voir: Claude Raffestin, «La Suisse et l'immigration: pour un accueil actif», in *Revue suisse de sociologie*, 3, 1992, pp. 695-706; Marina Marengo, «L'intégration du point de vue des acteurs: à la recherche de la réciprocité» in *Interdialogos*, 2, 2000, pp. 10-13; Antonio Cunha, «Faiseurs de Suisses et faiseurs d'histoire: intégration fonctionnelle, identité culturelle et participation», in Olivier Blanc, Pierre Gilliand, *Suisse 2000 enjeux démographiques*, Lausanne: Réalités sociales, 1991, pp. 297-306; Rosita Fibbi, «Stratégies identitaires et participation sociale: les racines locales des immigrés», in *Les Migrations internationales*, Lausanne: Payot, 1993; Etienne Piguet, *Immigration et intégration. La population étrangère en Suisse depuis 1948*, Zurich: Seismo, 2003.

15 Toni Ricciardi, *Associazionismo ed emigrazione…*, *op. cit.*, pp. 262 ss.

traduit pour les associations par l'occasion de jouir de subventions données par les nouvelles régions à leurs ressortissants résidants à l'étranger. Cet élément s'ajoute à une question identitaire plus ancienne ainsi qu'à la difficulté de se reconnaître dans une identité politique italienne jugée trop abstraite. Comme le dit Coppola, de la Missionne Catholique: « Les premiers temps étaient une revanche du régionalisme sur cette identité italienne que peu de gens ressentaient et que peut-être peu de gens ressentent encore, mis à part au moment de matchs de foot… »[16].

Les fortes différences régionales de la péninsule italienne avaient un poids considérable au sein des immigrés au cours des années 1950 et 1960: En effet, nombre d'Italiens provenaient de milieux ruraux où l'utilisation des dialectes régionaux était encore très répandue. C'était donc aussi par besoin de s'exprimer dans leur propre dialecte que les associations régionales ont été créées. D'autant plus que dans le contexte urbain d'accueil, la seule identité reconnue était celle de ressortissant italien[17].

De plus, dans les années 1970, l'immigration italienne n'est plus seulement une affaire d'hommes seuls, mais elle concerne aussi les familles et les enfants. Pour cette raison, l'association ne joue pas seulement un rôle récréatif, mais aussi le rôle de « double médiation »[18]. Elle crée une solidarité interne parmi les ressortissants du même pays, mais elle assure également une solidarité externe vers la société d'accueil qui garantit à l'individu une certaine légitimité collective[19]. Ceci se concrétise par des moments de réappropriation de son origine à travers l'organisation de fêtes populaires où l'on mange les plats traditionnels ainsi qu'avec des rencontres familiales. Les associations commencent aussi à se soucier des problèmes de scolarité et de l'intégration des deuxièmes générations. Si la phase politique n'est pas terminée, elle coexiste avec ces nouveaux besoins.

L'importance des activités récréatives est indéniable et ces dernières ont longtemps représenté le moment principal de rencontre entre migrants italiens. Ainsi, lors de notre recherche de terrain, entre 1997 et 2000, les fêtes religieuses et nationales ainsi que les manifestations au bois de Sauvabelin et la participation à la Fête de Lausanne étaient parmi les principales activités des associations rencontrées[20]. Toutefois, cette réduction des activités à l'organisation d'événements festifs témoigne aussi d'une forme de fermeture en regard des désirs et des exigences formulées par les enfants d'immigrés.

16 Filippo Coppola, entretien, 1998.

17 Rosita Fibbi, *Les associations italiennes…*, *op. cit.*, p. 42.

18 Sonia Gobet, *Entre soi et les autres…*, *op. cit.*, p. 118.

19 Voir: Henri Multu, « Le tissu associatif des communautés étrangères dans le Canton de Neuchâtel », in *Cahiers ISSP*, 17, Université de Neuchâtel, 1995, pp. 18-31.

20 Angela Alaimo, *Les associations d'immigrés…*, *op. cit.*, p. 62.

Ces changements révèlent un pas important dans le processus d'intégration, car les actions des associations n'incarnent plus simplement une réaction au contexte italien, mais elles commencent à investir sur la ville de Lausanne avec plus de force qu'auparavant. Pour ceux qui restent, leur regard se tourne de plus en plus vers la Suisse.

LA DERNIÈRE PHASE: LA CRISE ASSOCIATIVE, UN BON OU UN MAUVAIS SIGNE?

À partir de l'histoire esquissée ci-dessus, remarquons que si, à leurs débuts, les associations régionales ont été un élément de force, il est devenu au fil du temps un facteur d'affaiblissement pour la représentation de la communauté italienne en Suisse.

À partir des années 1980, on assiste à une diminution des arrivées d'immigrés, chose qui correspond à une nette baisse de création de nouvelles sociétés italiennes à Lausanne (exception faite par le Coro italiano, fondé en 1985 et la Compagnia teatrale Pareto en 1994).

Le grand nombre de sociétés créées dans la phase régionale a eu pour conséquence un morcellement très poussé du mouvement associatif et un affaiblissement de leur capacité d'action. Ainsi naissent des problèmes d'isolement, de manque de stratégie commune et enfin de repli sur soi.

> Mais si chacun en reste dans son coin… comme le font toutes les associations régionales qui pensent à faire la fête de la Châtaigne… à faire le dîner… de social, il n'y a pratiquement rien… [21]

Lorsque nous enquêtions à la fin des années 1990, les associations prenaient conscience de cette situation par la stagnation du nombre de leurs membres et elles s'interrogeaient sur un avenir compromis par plusieurs facteurs. Parmi les éléments mettant en cause l'existence même des associations se trouvaient la diminution des effectifs et la difficulté d'assurer la relève, le vieillissement des membres, l'amélioration des conditions de vie des immigrés italiens, le fractionnement associatif et le manque d'information.

Les jeunes de deuxième et de troisième génération avaient de la peine à trouver un espace d'expression dans les sociétés de leurs parents, d'autant plus qu'il s'agissait pour eux de gérer une double appartenance. À ceci s'ajoutait un évident conflit intergénérationnel lorsque les vétérans s'opposaient aux nouvelles initiatives proposées. Pour les jeunes, l'association constituait un lieu de rencontre parmi d'autres, alors qu'il avait représenté pour leurs parents le seul endroit de socialisation.

21 Enzo Cantini, entretien 1997.

Face à l'apparition de ces nouvelles problématiques, les associations ont réalisé leur manque de vision à long terme et compris la nécessité de définir de nouveaux objectifs.

La communauté italienne actuelle se confronte toujours à cette crise des associations qui a porté à la fermeture de beaucoup d'entre elles et à la transformation de certaines en restaurants ou en centres interculturels[22]. Il s'agit de changements qui mettent en lumière l'importance de nouvelles exigences liées à une appartenance traversée par de multiples éléments d'agrégation. Les jeunes revendiquent la nécessité de trouver des nouvelles formes d'organisations capables d'exprimer et de promouvoir une culture italienne qui ne se réduit pas à l'«italianité» de leurs parents. Ces nouvelles générations ne portent plus leur regard vers une Italie «perdue», mais elles cherchent à agir dans le contexte lausannois pour avoir un impact politique plus fort. Ainsi, le droit de citoyenneté devient au centre de leurs revendications[23]. Les nouvelles organisations se rassemblent par groupe d'intérêt dans une forme mixte qui ne se restreint plus à la seule appartenance italienne. L'exigence affichée est de nourrir les liens avec la culture italienne par le cinéma, la littérature et le théâtre. La voie du renouvellement choisi semble être celle de l'engagement culturel, comme l'avaient bien prévu certains membres au sein des associations historiques:

> Non… la communauté italienne existe… simplement, à mon avis, les associations italiennes n'ont pas su saisir les canaux ou offrir aux Italiens et à leurs enfants et petits-enfants des alternatives valides… et selon moi ces alternatives peuvent être seulement la… la culture… les activités culturelles.[24]

Un autre intervenant rejoignait cette opinion:

> …les jeunes acceptent au niveau culturel plus que notre génération […] encore plus s'il s'agit de culture moderne… peut-être une culture qui n'est pas forcément celle classique et structurée… mais ils la sentent plus… si on parle de musique… mais aussi des spectacles… peut-être moins de théâtre plus pour le cinéma, plus… il y a un peu ce besoin de culture… peut-être du pays d'origine.[25]

22 Sandro Cattacin, Morena La Barba, *Migration et organisation. La vie associative des migrants – une analyse sur la base d'une recherche exploratoire sur l'organisation des migrants italiens en Suisse.* Genève et Neuchâtel: Département de sociologie, SFM, 2007.

23 Voir le documentaire de Morena La Barba, *Les associations italiennes en Suisse.* Mondes Visions Divisions, CH, 2007, 35 minutes.

24 Michele Scala, CPSI, entretien, 1998.

25 Luciano Sonno, CPSI, entretien 1998.

Aujourd'hui l'enjeu est plus celui d'entretenir une culture italienne plutôt que de la sauvegarder.

Italaus, l'association récemment née au sein de l'Université de Lausanne est un bon exemple de cette transformation. Comme on le lit sur son site internet, le regard est maintenant ouvert vers une dimension internationale, ce qui révèle beaucoup de l'appartenance, culturelle, sociale et politique de ses jeunes membres[26]. Une culture qui prend sa force aujourd'hui dans un réseau en mouvement fait d'échanges établis à différentes échelles par le lien numérique, « lieu » de rencontre quotidien pour ces personnes. Il ne nous étonne donc pas que ce groupe ait sur son site internet son centre de gravité principal.

CONCLUSION

Si l'identité est à concevoir comme un processus de positionnement continu qui évolue dans le temps et se restructure à chaque fois par rapport à des changements, alors peut-on encore parler d'italianité pour les personnes qui résident en Suisse depuis plus de 70 ans ? Quel rôle peuvent encore jouer les associations ? Les associations italiennes sont-elles vouées à disparaître ou ont-elles encore quelque chose à dire ?

Le premier changement a été la migration elle-même qui a porté à la création d'associations qui répondaient aux besoins sociopolitiques des nouveaux arrivés. Une fois ce besoin révolu et complexifié par l'arrivée d'une migration familiale, les associations régionales ont répondu aux nouvelles exigences. On peut probablement dire que l'intégration progressive à la société d'accueil a amené à une crise associative qui n'est pas forcément un mauvais signe[27]. Et pourtant, de nouvelles exigences sont exprimées par leurs descendants, qui souhaitent conserver le riche et important lien qui les unit à l'Italie (le pays de leurs parents, le pays des vacances, etc.). Une charge symbolique importante reste liée à sa propre italianité qui cherche à se redéfinir en mouvement.

La culture migrante se construit par le dialogue entre les différentes appartenances dont chaque individu est porteur. Dans le cas des associations, la dimension collective et la recherche d'un sens en tant que groupe sont centrales. La conflictualité entre les générations qui s'exprime par le besoin de repenser les associations au-delà de leur fonction originaire peut devenir l'élan pour une nouvelle histoire. Il ne s'agit pas de

26 *« It aims to export the Italian culture and to provide a deeper awareness of Italy's authentic facets, while promoting a cultural exchange with the international community »*. Voir le site internet de l'association : [www.italaus.ch], consulté en juin 2017.

27 Voir : Sandro Cattacin, Mary Leontsini, « Mobilités territoriales, médiations associatives et mémoires urbaines », in *Question de communication*, 25, 2014, pp. 125-142.

continuer à regarder les associations dans leur dimension de solidarité interne, mais aussi dans leur dimension collective. Ici les acteurs en jeu sont divers, issus non seulement de différentes histoires d'émigration, mais aussi des transformations que la société helvétique a su mettre en place de l'intérieur. On ne peut essayer de répondre aux questions que la crise des associations italiennes nous a posées qu'en adoptant ce changement d'échelle.

Pour que ces questions prennent du sens réel, il faut considérer toutes les évolutions intervenues au sein des diverses communautés (migrantes ou pas) lausannoises. Il faut faire l'effort de trouver les outils pour évaluer le processus d'intégration réciproque dont on a parlé dans cet article.

Les changements démographiques et sociaux des différentes communautés, les diverses exigences posées par le fait de vivre à Lausanne, la crise du monde actuel du travail, les réponses étatiques et institutionnelles aux nouveaux besoins, traduites en politique de *gouvernance* de la ville, sont parmi les principaux éléments à considérer.

Il est indéniable que les communautés migrantes d'aujourd'hui sont plus petites et fragmentaires et que le lien avec le pays d'origine est plus faible (les gouvernements respectifs ne sont pas aussi présents que dans le passé). Les immigrés sont censés parler le français et l'intégration ne se fait plus que par le travail. Ce cadre révolu, quel rôle les associations de migrants peuvent-elles encore avoir ?

Leur fonction en termes de soutien matériel (recherche d'un logement, connaissance du système scolaire, d'assurances, de permis), mais aussi en termes identitaires (pour se retrouver dans un lieu familial) est toujours importante pour les nouveaux venus. De plus, les associations peuvent être un pont entre les différentes appartenances des migrants s'il y a des réelles possibilités d'accès en termes matériels et symboliques dans le nouveau contexte de vie. Autrement, elles risquent de devenir un lieu de repli. Les associations italiennes peuvent devenir un laboratoire de citoyenneté en mouvement au moment où elles arrivent à prendre conscience de leur propre histoire et à s'ouvrir aux nouveaux migrants sans reproduire le racisme subi, comme c'est parfois le cas. Les associations italiennes pourraient devenir un lieu mixte de rencontre et de soutien pour les nouveaux migrants, un lieu où le lien dépasse la nationalité pour se baser sur la condition migrante en soi.

Il ne faut pas tout demander aux communautés migrantes et aux sociétés : le rôle central est joué par les choix politiques et dans le soutien à l'intégration. Le cas de l'échec du FEEL (Forum des étrangères et étrangers de Lausanne), créé verticalement par la Municipalité de Lausanne en est un exemple emblématique. Le FEEL, lieu de rencontre et d'échanges de toutes les communautés de la ville, a été mis en place en 2004 pour

avoir un interlocuteur qui représente les associations étrangères. Après une existence de dix ans avec des crises à répétition, le Forum a été fermé en 2014 à cause de la perte du financement (150 000 fr.) que la Ville de Lausanne lui versait chaque année. À la suite de dysfonctionnements, comptes contestés et difficultés institutionnelles, ainsi qu'au manque de représentativité de cet organisme, le financement n'a plus été renouvelé. Cela a ouvert un débat plus large parmi les communautés étrangères.

Pour continuer à répondre aux besoins principaux des associations (manque de locaux et d'argent pour mener des projets), la ville a instauré en 2014 un Fonds lausannois pour l'intégration (FLI) de 100 000 fr. pour financer les projets d'associations qui en font la demande. Ce changement de stratégie est le signe que la Ville de Lausanne veut continuer à investir dans le processus d'intégration et de cohésion sociale en mettant en place des outils qui répondent plus efficacement aux besoins sociaux émergents. Cet exemple confirme l'importance de la complémentarité entre l'action associative et celle des pouvoirs publics afin que la représentation de la ville comme « une belle mosaïque d'initiatives citoyennes », proposée par Oscar Tosato dans le guide 2017 des associations lausannoises du BLI, devienne une réalité[28].

28 Voir la brochure [www.lausanne.ch/lausanne-officielle/administration/sports-et-cohesion-sociale/secretariat-general-scs/bureau-lausannois-pour-les-immigres/a-propos-du-bli/publications-du-bli/guide-associations/mainArea/00/col1/00/links/0/linkBinary/BLI%20Brochure%20Associations%202017%20WEB.pdf].